

برنامج  
الأغذية  
العالمي



Programme  
Alimentaire  
Mondial

World  
Food  
Programme

Programa  
Mundial  
de Alimentos

Première session ordinaire  
du Conseil d'administration

Rome, 19–21 février 2007

## PROJETS SOUMIS AU CONSEIL D'ADMINISTRATION POUR APPROBATION

Point 9 de l'ordre du  
jour

*Pour approbation*



Distribution: GÉNÉRALE  
**WFP/EB.1/2007/9-B**  
19 janvier 2007  
ORIGINAL: ANGLAIS

## AUGMENTATIONS BUDGÉTAIRES POUR LES INTERVENTIONS DE SECOURS ET DE REDRESSEMENT – OUGANDA 10121.1

**Aide alimentaire ciblée pour les activités  
de secours et de redressement en faveur  
des réfugiés, des personnes déplacées et  
des groupes vulnérables**

Coût (dollars É.-U.)			
	Budget actuel	Augmentation	Budget révisé
Coût des produits alimentaires pour le PAM	134 501 999	52 197 937	186 699 936
Coût total pour le PAM	296 823 183	114 541 578	411 364 761

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site Web du PAM (<http://www.wfp.org/eb>).

## NOTE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

**Le présent document est présenté au Conseil d'administration pour approbation.**

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions de caractère technique à poser sur le présent document à contacter les fonctionnaires du PAM mentionnés ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

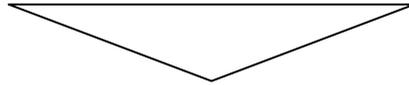
Directeur régional, ODK: M. H. Arthur tél.: 066513-2034

Attaché de liaison principal, ODK: M. K. Sato tél.: 066513-2383

Pour toute question relative à la distribution de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter Mme C. Panlilio, Assistante administrative de l'Unité des services de conférence (tél.: 066513-2645).



## PROJET DE DECISION\*



Le Conseil approuve l'augmentation budgétaire pour l'IPSR Ouganda 10121.1 "Aide alimentaire ciblée pour les activités de secours et de redressement en faveur des réfugiés, des personnes déplacées et des groupes vulnérables" (WFP/EB.1/2007/9-B).

---

\* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" (WFP/EB.1/2007/16) publié à la fin de la session du Conseil.

---

## NATURE DE L'AUGMENTATION BUDGETAIRE

1. La présente augmentation budgétaire vise à permettre le maintien de l'aide aux personnes déplacées, aux réfugiés et autres personnes vulnérables en Ouganda entre juin 2007 et mars 2008.
2. L'intervention prolongée de secours et de redressement (IPSR) Ouganda 10121.1 a été approuvée par le Conseil d'administration à sa première session ordinaire de 2005<sup>1</sup> pour une durée de trois ans, du 1<sup>er</sup> avril 2005 au 31 mars 2008. Le nombre de bénéficiaires initialement prévu était de 1,28 million de personnes déplacées; on estimait que 1,24 million de personnes seraient rentrées chez elles à la fin 2007 et que les personnes restantes, au nombre de 45 900, n'auraient pas besoin d'aide ciblée. L'aide aux personnes déplacées était programmée à hauteur de 50 pour cent de l'apport journalier recommandé de 2 100 kilocalories par personne et par jour en 2005–2006 et de 30 pour cent en 2006-2007.
3. L'enregistrement des personnes déplacées en novembre 2004 et en juillet 2005 a permis de constater que le nombre de lieux d'hébergement avait augmenté de 106 à 148 et que le nombre total de personnes déplacées atteignait 1,49 million. Leur nombre et la durée de leur déplacement étant supérieurs aux prévisions, l'aide alimentaire distribuée par le PAM a dépassé les prévisions initiales, la moyenne des besoins alimentaires mensuels passant de 12 560 tonnes à 19 500 tonnes.
4. Les ressources attribuées au titre de l'IPSR 10121.1 seront épuisées d'ici à la fin mai 2007, et la période allant de juin 2007 à mars 2008 ne sera pas couverte. Une révision budgétaire est donc nécessaire.

---

## JUSTIFICATION DE L'AUGMENTATION BUDGETAIRE

5. Le processus de paix en cours à Juba laisse espérer un règlement au conflit de longue date, sans que l'on puisse néanmoins en voir clairement la fin. Les personnes déplacées dans le nord de l'Ouganda attendent d'en connaître l'issue avant de rentrer chez elles. Étant donné qu'elles sont nombreuses à quitter les camps pour se disperser spontanément vers des sites de transition, le nombre total de lieux abritant des personnes déplacées est passé de 148 à 289. Des interventions simultanées de secours et de redressement seront essentielles pour leur apporter une aide durant la phase de transition en 2007–2008.
6. La communauté humanitaire en Ouganda base ses prévisions sur le retour partiel des personnes déplacées se trouvant dans la région d'Acholi en 2007. Sur les 1,25 million de personnes déplacées dans les districts de Kitgum, de Gulu et de Pader (Acholi) et les districts de Lira et d'Apac (Lango), plus de 545 000 personnes devraient retourner chez elles au cours de l'année. Des interventions de secours et de redressement seront nécessaires pour les aider à reconstituer leurs moyens de subsistance qui ont été détruits, de même que pour soutenir celles qui choisissent de rester dans les camps. Pendant la transition entre la phase de secours dans les camps et la phase d'autonomisation dans les régions d'origine, les activités Vivres au profit de l'éducation (VPE) fournissent un filet de sécurité pour les enfants et ont un impact positif sur la scolarisation et l'assiduité scolaire. Le programme "santé et nutrition maternelles et infantiles" vise à prévenir la malnutrition

---

<sup>1</sup> WFP/EB.1/2005/7-B/2



grave chez les enfants vulnérables, ce qui est particulièrement important durant la transition. La composante Vivres pour la création d'actifs (VCA) est fondamentale pour la stratégie de redressement. Appuyée par des partenariats appropriés, elle peut créer des actifs productifs dans la communauté tout en aidant les familles à faire face aux besoins alimentaires immédiats des familles.

7. Les activités soutenues par l'IPSR, de même que la zone qu'elle couvre, se trouvent donc étendues, ce qui a des répercussions à la fois sur ses besoins en personnel et sur les coûts d'appui associés. L'Ouganda est un pays pilote en matière de réforme humanitaire, en particulier pour ce qui concerne le système d'action groupée, dans lequel le PAM joue le rôle d'institution chef de file pour la sécurité alimentaire, la santé et la nutrition, l'éducation et le redressement rapide. En raison de sa forte présence sur le terrain et de ses vastes capacités opérationnelles, il est souvent demandé au PAM de combler les lacunes dans la fourniture de services, avec l'appui des partenaires de développement locaux et du Gouvernement.

---

## CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS DES EVALUATIONS

8. En 2005, suite à une évaluation de la sécurité alimentaire dans les situations d'urgence<sup>2</sup> menée dans les zones touchées par le conflit, il a été recommandé de ramener la ration générale à 50 pour cent. En janvier 2006, les rations ont donc été revues à la baisse: les personnes déplacées se trouvant dans le district de Gulu ont reçu entre 40 et 60 pour cent de l'apport journalier recommandé; celles se trouvant dans les districts de Kitgum et de Pader en ont reçu 60 pour cent et celles du district de Lira, 50 pour cent.
9. L'amélioration des conditions de sécurité a incité les personnes déplacées de la sous-région de Lango à rentrer chez elles. On estime qu'il ne restera que 165 000 personnes dans les camps à la fin de 2006 et qu'elles seront toutes retournées chez elles avant la fin de 2007. Dans la région d'Acholi, plus de 380 000 personnes déplacées devraient retourner chez elles pendant l'année en cours, ce qui ramènera la population déplacée à 703 000 en 2008. La situation est cependant difficile à prévoir dans cette région, et les conclusions d'une évaluation de la sécurité alimentaire dans les situations d'urgence effectuée en octobre 2006 indiquent qu'en raison de problèmes de sécurité — l'absence d'un accord de paix global — environ 73 pour cent des personnes vivant dans les camps ignoraient quand elles rentreraient. Quant aux autres, 13 pour cent seulement étaient certaines de rentrer entre 2006 et 2008, et 14 pour cent n'avaient pas l'intention de quitter les camps.
10. La consommation alimentaire des personnes déplacées est suffisante à l'heure actuelle, en grande partie grâce à l'aide alimentaire, qui couvre entre 40 et 60 pour cent des besoins. En ce qui concerne l'accès à la terre, une étude réalisée entre juillet et août 2006 a permis d'établir que la situation s'était nettement améliorée: la surface des parcelles par ménage est passée en moyenne de moins de 0,4 hectare en 2004 à 0,8 hectare en 2006. Cette tendance devrait se poursuivre en 2007 si les conditions de sécurité continuent de s'améliorer. Les niveaux de production potentiels restent toutefois incertains et les besoins en espèces des personnes déplacées rentrant chez elles augmentent, car elles doivent rebâtir leur logement et reconstituer leurs moyens de subsistance, ce qui oblige nombre d'entre elles à vendre une partie plus importante de leur production qu'elles ne le feraient

---

<sup>2</sup> Évaluation de la sécurité alimentaire dans les situations d'urgence des camps de personnes déplacées dans les districts de Gulu, Kitgum, Lira et Pader, mars à mai 2005. Rapport final, septembre 2005.



autrement. Le PAM continuera à fournir une aide alimentaire générale aux personnes déplacées vivant dans les camps, en réduisant les distributions à 40 pour cent de l'apport journalier recommandé.

11. L'instabilité qui continue de régner dans l'est de la République démocratique du Congo et l'absence d'accord tripartite de rapatriement rendent peu probable une diminution significative des effectifs des réfugiés congolais et rwandais. Selon une mission d'évaluation conjointe menée en décembre 2006, 161 000 réfugiés resteront tributaires de l'aide alimentaire en raison de l'accès limité à la terre, du manque de possibilités d'autonomie et du retard des rapatriements en République démocratique du Congo et au Soudan du fait de l'instabilité qui continue de régner.

---

## RESUME DES ACTIVITES

12. Les composantes VCA, VPE et Vivres au profit de la santé (VPS) appuieront le processus de redressement. Conformément aux prévisions établies à l'origine pour l'IPSR 10121.1, les activités VPE seront réalisées sur une plus grande échelle et le nombre des écoliers passera de 512 000 en 2006 à 750 000 en 2007. 575 000 enfants vivent dans des familles de personnes déplacées et 175 000 se trouvent dans des zones qui accueillent des réfugiés — 25 pour cent sont des réfugiés et 75 pour cent appartiennent à la population hôte. Le but des activités VPS est de rompre le cycle de la malnutrition en identifiant les personnes mal nourries et en prenant rapidement des mesures correctives. Le nombre total des bénéficiaires devrait augmenter à mesure qu'augmentera la demande et que s'améliorera le système de santé. Un meilleur accès aux antirétroviraux pour les adultes et les enfants, l'extension de la prévention de la transmission de la mère à l'enfant et du traitement de la tuberculose renforceront la couverture des familles et des personnes démunies vivant avec le VIH/sida.
13. Une évaluation externe de l'IPSR 10121.1 est prévue en 2007 pour tirer les enseignements de l'expérience dans différents domaines: la programmation, les achats de produits, la logistique, la gestion des filières et les procédures opérationnelles.
14. Les coûts d'appui directs (CAD) et les autres coûts opérationnels directs (Autres COD) tiennent compte de l'évolution du contexte opérationnel en 2007 et 2008.

TABLEAU 1. EFFECTIFS RÉVISÉS DE BÉNÉFICIAIRES PAR ACTIVITÉ<sup>3</sup> (avril 2005–mars 2008)

Bénéficiaires	avril–décembre 2005			janvier–décembre 2006			janvier–décembre 2007			janvier–mars 2008		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
Distribution générale de vivres – personnes déplacées	727 700	757 400	<b>1 485 000</b>	727 700	757 400	<b>1 485 000</b>	611 800	636 800	<b>1 248 600</b>	344 700	358 800	<b>703 500</b>
Distribution générale de vivres – réfugiés (y compris les rapatriés)	113 500	106 000	<b>219 400</b>	79 200	85 000	<b>164 200</b>	76 600	73 600	<b>150 100</b>	27 300	29 200	<b>56 500</b>
Distribution générale de vivres – victimes de la sécheresse	297 400	303 600	<b>601 000</b>	34 400	35 200	<b>69 600</b>	240 000	260 000	<b>500 000</b>	–	–	–
Écoliers	199 000	180 800	<b>379 800</b>	265 400	246 900	<b>512 300</b>	388 500	361 500	<b>750 000</b>	388 500	361 500	<b>750 000</b>
Travailleurs et personnes à charge bénéficiant des activités VCA	161 000	161 000	<b>322 000</b>	136 800	138 100	<b>274 900</b>	240 300	242 700	<b>483 000</b>	240 300	242 700	<b>483 000</b>
Appui nutritionnel	74 800	74 800	<b>149 500</b>	48 000	48 000	<b>96 000</b>	65 700	150 000	<b>215 700</b>	66 600	155 500	<b>222 100</b>
VIH/sida et tuberculose	36 100	59 700	<b>95 900</b>	64 000	96 000	<b>160 000</b>	97 100	145 700	<b>242 800</b>	97 100	145 700	<b>242 800</b>

<sup>3</sup> Les personnes bénéficiant des activités Vivres pour la création d'actifs ainsi que les personnes atteintes du VIH/sida ou de la tuberculose reçoivent des rations familiales. Le nombre total de bénéficiaires prévu pour l'ensemble des activités s'élève à 3,59 millions; certains bénéficiaires participent à plus d'une activité. Si l'on exclut cette double comptabilisation des bénéficiaires, leur nombre total s'élève à 2 323 300 pour 2007. Pour de plus amples détails, se reporter au tableau de présentation de la planification statistique du projet.



## BESOINS ALIMENTAIRES

15. À la fin septembre 2006, il avait été consommé 322 021 tonnes de produits alimentaires, correspondant à 62 pour cent des engagements de ressources approuvés. La quantité de produits consommée avait augmenté de 56 pour cent par rapport aux prévisions initiales, passant de 12 500 à 19 500 tonnes par mois. Les produits approuvés seront donc épuisés d'ici à la fin mai 2007, sauf le sucre et le sel.

**TABLEAU 2. BESOINS RÉVISÉS EN PRODUITS PAR CATÉGORIE  
(avril 2005— mars 2008)**

Composante	Besoins actuels (tonnes)	Volume des ressources disponibles (tonnes)	Solde actuel des ressources requises (tonnes)	Besoins additionnels (tonnes)	Besoins révisés IPSR
Vivres pour assurer la survie/distribution générale de vivres	446 561	356 230	90 280	103 223	549 784
Vivres au profit de l'éducation	36 206	28 882	7 320	37 125	73 331
Vivres au profit de la santé	22 908	18 274	4 631	40 621	63 529
Vivres pour la création d'actifs	11 059	8 821	2 235	8 935	19 994
<b>Total</b>	<b>516 734</b>	<b>412 207</b>	<b>104 466</b>	<b>189 904</b>	<b>706 638</b>

## PARTENARIATS ET MECANISMES DE COORDINATION

16. En 2005, la contribution du Gouvernement aux coûts des produits alimentaires et des articles non alimentaires a augmenté pour atteindre 550 000 dollars É.-U. Les Forces de défense populaire de l'Ouganda (*Uganda People's Defence Forces*, UPDF) continueront d'assurer la sécurité des convois de vivres et des équipes de distribution dans tous les sites où se trouvent des personnes déplacées dans les districts de Gulu, Kitgum, Pader et Lira. Le PAM collabore avec le Gouvernement pour les interventions dans les secteurs de la santé, de l'éducation et de l'agriculture, ainsi qu'avec de nombreuses organisations non gouvernementales. Le PAM participe aussi au système pilote d'action groupée pour la santé mis en place par le Comité permanent interorganisations en Ouganda.
17. Le bureau de pays du PAM achète actuellement 50 pour cent des produits nécessaires à l'IPSR sur les marchés locaux, et devrait continuer à le faire en 2007.

## RECOMMANDATION AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

18. Dans le cadre de la stratégie établie pour l'IPSR 10121.0, la présente révision budgétaire est soumise au Conseil pour approbation. Le budget additionnel proposé prévoit 189 904 tonnes de produits alimentaires évaluées à 52,2 millions de dollars; le coût total pour le PAM est de 114,5 millions de dollars.



## ANNEXE I

<b>VENTILATION DES COÛTS DE L'AUGMENTATION BUDGÉTAIRE</b>			
	<b>Quantité (tonnes)</b>	<b>Coût moyen par tonne (dollars)</b>	<b>Valeur (dollars)</b>
<b>COÛTS POUR LE PAM</b>			
<b>A. Coûts opérationnels directs</b>			
Produits*			
— Céréales	77 787	156	12 134 616
— Farine de maïs	32 229	279	8 988 456
— Légumes secs	21 264	345	7 336 080
— Huile végétale	7 253	879	6 375 387
— Mélange maïs-soja	51 371	338	17 363 398
<b>Total, produits</b>	<b>189 904</b>		52 197 937
Transport extérieur			13 381 439
Transport terrestre			10 925 229
<b>Total partiel, TIEM</b>			<b>18 240 367</b>
<b>Total, TTEM</b>			<b>29 165 596</b>
<b>Autres coûts opérationnels directs</b>			4 962 898
<b>Total, coûts opérationnels directs</b>			99 707 871
<b>B. Coûts d'appui directs (voir l'annexe II pour les détails)</b>			
<b>Total, coûts d'appui directs</b>			7 340 334
<b>C. Coûts d'appui indirects (7 pour cent du total des coûts directs)</b>			7 493 374
<b>TOTAL, COÛTS POUR LE PAM</b>			<b>114 541 578</b>

\* Il s'agit d'un assortiment alimentaire indicatif, utilisé aux fins de l'établissement du budget et de l'approbation. Comme dans tous les projets appuyés par le PAM, la gamme et les quantités précises de produits peuvent varier en fonction des disponibilités.

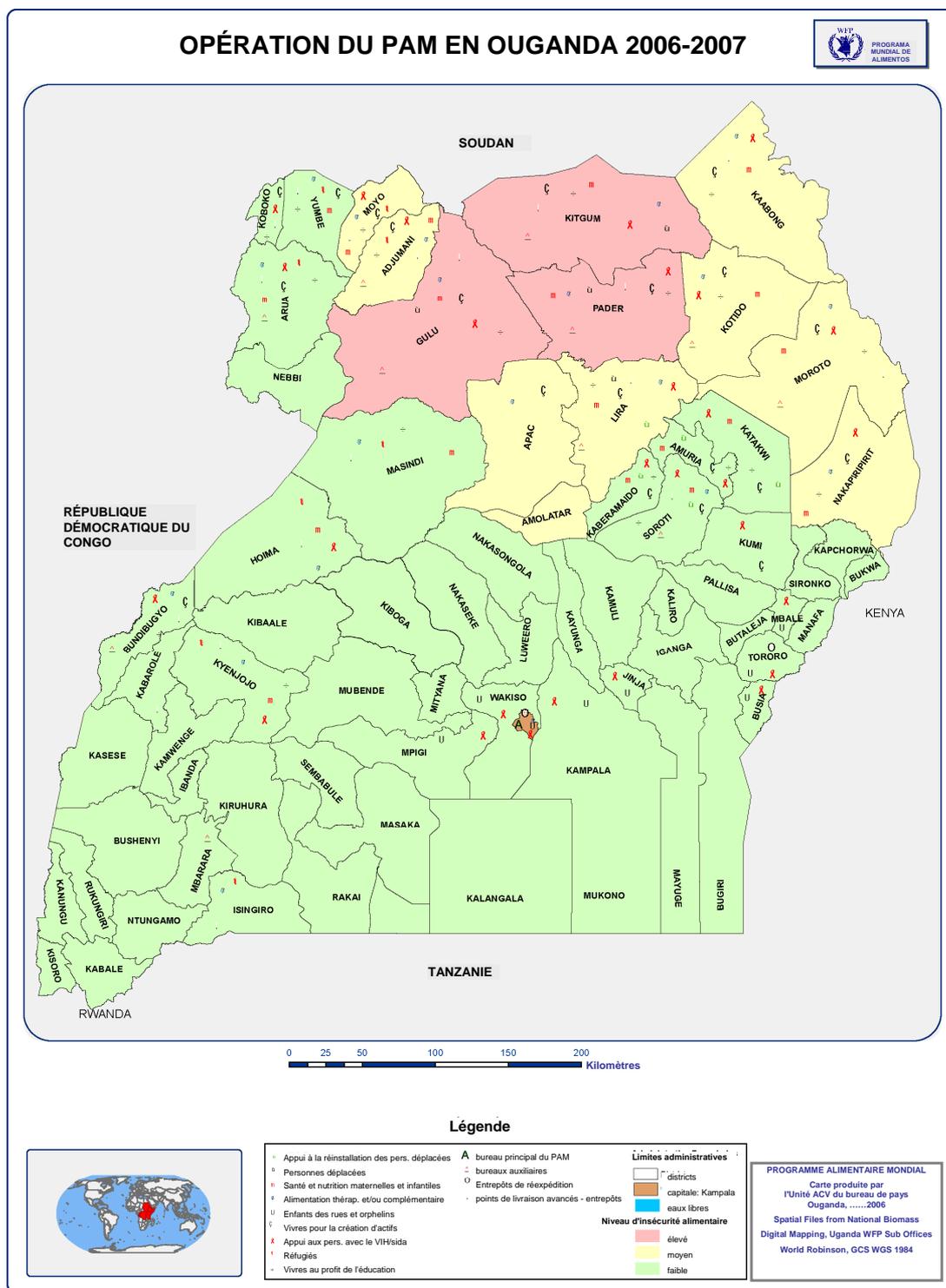


**ANNEXE II**

<b>COÛTS D'APPUI DIRECTS (dollars)</b>	
<b>Dépenses de personnel</b>	
Administrateurs recrutés au plan international	801 720
Administrateurs recrutés au plan national	142 500
Personnel des services généraux recrutés au plan national	455 000
Personnel temporaire	195 556
Heures supplémentaires	18 000
Primes	72 000
Consultants internationaux	354 000
Assurance médicale	158 000
Voyages officiels du personnel	982 000
Formation et perfectionnement du personnel	396 098
<b>Total partiel</b>	<b>3 574 874</b>
<b>Dépenses de bureau et autres coûts récurrents</b>	
Location des locaux	(823 000)
Charges locatives	32 404
Fournitures de bureau	54 000
Technologies de l'information et des communications	41 111
Assurances	236 000
Entretien et frais d'exploitation des véhicules	840 000
Autres dépenses de bureau	113 333
<b>Total partiel</b>	<b>493 848</b>
<b>Matériel et autres dépenses fixes</b>	
Mobilier, outils et matériel	1 609 612
Véhicules	707 000
Matériel Télécommunications/TI	955 000
<b>Total partiel</b>	<b>3 271 612</b>
<b>TOTAL, COÛTS D'APPUI DIRECTS</b>	<b>7 340 334</b>



### ANNEXE III



Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Programme alimentaire mondial (PAM) aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.



---

## LISTE DES SIGLES UTILISES DANS LE PRESENT DOCUMENT

Autres COD	autres coûts opérationnels directs
CAD	coûts d'appui directs
COD	coûts opérationnels directs
IPSR	intervention prolongée de secours et de redressement
ODK	Bureau régional de Kampala (Afrique orientale et centrale)
TIEM	transport intérieur, entreposage et manutention
TTEM	transport terrestre, entreposage et manutention
VCA	Vivres pour la création d'actifs
VIH/sida	virus de l'immunodéficience humaine/syndrome d'immunodéficience acquise
VPE	Vivres au profit de l'éducation
VPS	Vivres au profit de la santé
UPDF	Les Forces de défense populaire de l'Ouganda ( <i>Uganda People's Defence Forces</i> )